CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 06 MARS 2025

Convocation du : 28 février 2025

La convocation a été adressée individuellement à chaque membre du Conseil Municipal pour la réunion qui aura lieu le **jeudi 06 mars 2025 à 20 heures 30**.

ORDRE DU JOUR :

FINANCES

- ▶ Approbation du Compte de Gestion 2024
- ▶ Approbation du Compte Administratif 2024
- ▶ Affectation du résultat de fonctionnement 2024
- ▶ Budget annexe panneaux photovoltaïques - Approbation du Compte de Gestion 2024
- ▶ Budget annexe panneaux photovoltaïques - Approbation du Compte Administratif 2024
- ▶ Budget annexe panneaux photovoltaïques - Affectation du résultat de fonctionnement 2024

MARCHÉS PUBLICS

- ▶ Marché de services "Restauration scolaire - Préparation et fourniture de repas et de goûters" : Lancement de la consultation

RESSOURCHES HUMAINES

- ▶ Convention de participation sociale complémentaire Risque Santé : Lancement de la consultation

Le Maire,
Laurent PRIZÉ

L'An deux mille vingt-cinq, le **jeudi six mars à vingt heures trente**, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de **Monsieur Laurent PRIZÉ, Maire**, au sein du lieu habituel de ses séances, après avoir été convoqué, conformément à l'article L. 2121 - 10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : Laurent PRIZÉ, David MAURUGEON, Véronique TAVERNIER, Hervé LHERMITTE, Florence HUGUENIN, Jean-Yves QUÉLENNEC, Nathalie LE DÉVÉHAT, Stéphane GUILLOU, Isabelle LOMMERT, Jérôme MARQUET, Bertrand GUITTON, Bertrand MARCHERON, Sylvain ROBERT, Léonce GUIÉNO, Dominique RICHARD.

Excusés : Rémy GENDROT (pouv. à Stéphane GUILLOU), Delphine COËTMEUR (pouv. à Bertrand GUITTON), Aurélie de la MOTTE ROUGE, Nadia MEZIANI, Caroline GAVARD.

Absente : Anne-Sophie DESMOTS.

Secrétaire de séance : Sylvain ROBERT.

Approbation du compte rendu de la séance précédente :

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité **des membres présents** le compte rendu de la séance du jeudi **06 février 2025**.

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal de la **démission de Cannelle ROBIN** de ses fonctions de conseillère municipale, et ce à compter du **24 février 2025**, date de réception de son courrier adressé à Monsieur le Maire.

Délibération n° **2025 – 08 - 03**

Reçu le 12/03/2025 – Préfecture d'Ille-et-Vilaine

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'exercice du budget 2024 ;

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2024 a été réalisée par le receveur municipal.

Après vérification, le Compte de Gestion, établi et transmis par ce dernier, est conforme au Compte Administratif de la commune.

Considérant l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Maire et les écritures du Compte de Gestion du receveur municipal ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ▶ approuve le Compte de Gestion du receveur municipal pour l'exercice 2024 du budget principal, dont les écritures sont conformes au Compte Administratif de la commune pour le même exercice.

Délibération n° **2025 - 09 - 03**

Reçu le 02/04/2025 - Préfecture d'Ille-et-Vilaine

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Monsieur le Maire présente le Compte Administratif 2024 de la commune de MONTGERMONT.

Vu la présentation en commission Finances le 24 février 2025 ;

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivité Territoriales, le Conseil Municipal élit un Président de séance.

Monsieur David MAURUGEON, 1^{er} adjoint, est désigné à l'unanimité pour prendre la présidence de l'assemblée le temps du vote.

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote et se retire de la séance au moment du vote.

Le Conseil Municipal délibère sur le compte administratif de l'exercice 2024, dressé par Monsieur Laurent PRIZÉ, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, à l'unanimité :

1. donne acte de la présentation faite du Compte Administratif de la commune, lequel peut se résumer comme suit :

		DÉPENSES	RECETTES
RÉALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de Fonctionnement	3 361 939,79 €	3 534 760,59 €
	Section d'Investissement	1 244 623,35 €	599 622,97 €
+		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N - 1	Report en section de Fonctionnement (002)		
	Report en section d'Investissement (001)		566 748,33 €
=		=	=
TOTAL (réalisations + reports)		4 606 563,14 €	4 701 131,89 €
RESTES A RÉALISER A REPORTER EN N + 1	Section de Fonctionnement		
	Section d'Investissement	297 779,71 €	280 495,44 €
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N + 1	297 779,71 €	280 495,44 €
RÉSULTAT CUMULÉ	Section de Fonctionnement	3 361 939,79 €	3 534 760,59 €
	Section d'Investissement	1 542 403,06 €	1 446 866,74 €
	TOTAL CUMULÉ	4 904 342,85 €	4 981 627,33 €

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

2. constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au déroulement du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
3. reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;
4. arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Délibération n° **2025 – 10 - 03**

Reçu le 12/03/2025 – Préfecture d'Ille-et-Vilaine

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT 2024

Sur proposition de la commission Finances réunie le 24 février 2025, le résultat de fonctionnement 2024 doit être affecté au budget primitif 2025.

RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024

	Section Fonctionnement	Section Investissement	Total cumulé
Dépenses	3 361 939,79 €	1 244 623,35 €	4 606 563,14 €
Recettes	3 534 760,59 €	599 622,97 €	4 134 383,56 €
Résultat de l'exercice 2024	172 820,80 €	- 645 000,38 €	- 472 179,58 €
Excédent Invt reporté 2023		566 748,33 €	
RÉSULTAT DE CLÔTURE 2024	172 820,80 €	- 78 252,05 €	94 568,75 €

Proposition d'affectation du RÉSULTAT au Budget Primitif 2025

Excédent fonct reporté Rec fonct BP 2025 / cpte 001		78 252,05 €	Déficit Invt reporté Dep Invt BP 2025 cpte 001
Excédent fonct capitalisé Rec Invt BP 2025 / cpte 1068	172 820,80 €		Excédent Invt reporté Rec Invt BP 2025 cpte 002
	172 820,80 €	- 78 252,05 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ▶ constate que le compte administratif 2024 présente un excédent cumulé de 94 568,75 € (soit un excédent de fonctionnement de 172 820,80 € et un déficit d'investissement de 78 252,05 €) ;
- ▶ statue sur l'affectation du résultat de l'exercice 2025 ;
- ▶ décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Excédent de fonctionnement capitalisé (Recettes Investissement au BP 2025 C/1068)	172 820,80 €
--	---------------------

- ▶ décider de reporter le déficit d'investissement comme suit :

Déficit d'investissement reporté (Dépenses Investissement au BP 2025 C/001)	78 252,05 €
--	--------------------

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération n° **2025 – 11 - 03**

Reçu le 12/03/2025 – Préfecture d'Ille-et-Vilaine

BUDGET ANNEXE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'exercice du budget 2024 ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2024 a été réalisée par le receveur municipal.

Après vérification, le Compte de Gestion, établi et transmis par ce dernier, est conforme au Compte Administratif de la commune.

Considérant l'identité de valeur entre les écritures du Compte Administratif du Maire et les écritures du Compte de Gestion du receveur municipal ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ▶ approuve le Compte de Gestion du receveur municipal pour l'exercice 2024 du budget annexe panneaux photovoltaïque, dont les écritures sont conformes au Compte Administratif du budget annexe photovoltaïque pour le même exercice.

Délibération n° **2025 – 12 - 03**

Reçu le 02/04/2025 – Préfecture d'Ille-et-Vilaine

BUDGET ANNEXE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES - APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Monsieur le Maire présente le Compte Administratif 2024 du budget annexe panneaux photovoltaïques de la commune de MONTGERMONT.

Vu la présentation en commission Finances le 24 février 2025 ;

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivité Territoriales, le Conseil Municipal élit un Président de séance.

Monsieur David MAURUGEON, 1^{er} adjoint, est désigné à l'unanimité pour prendre la présidence de l'assemblée le temps du vote.

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote et se retire de la séance au moment du vote.

Le Conseil Municipal délibère sur le compte administratif de l'exercice 2024, dressé par Monsieur Laurent PRIZÉ, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

1. donne acte de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer comme suit :

		DÉPENSES	RECETTES
RÉALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de Fonctionnement	35,55 €	1 299,28 €
	+	+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N - 1	Report en section de Fonctionnement (002)		1 845,76 €
	=	=	=
	TOTAL (réalisations + reports)	35,55 €	3 145,04 €
RESTES A RÉALISER A REPORTER EN N + 1	Section de Fonctionnement	0,00 €	0,00 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	Section de Fonctionnement	35,55 €	3 145,04 €
	TOTAL CUMULÉ	35,55 €	3 145,04 €

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

2. constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au déroulement du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
 3. reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;
 4. arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.
-

Délibération n° **2025 – 13 - 03**

Reçu le 12/03/2025 – Préfecture d'Ille-et-Vilaine

BUDGET ANNEXE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT 2024

Sur proposition de la commission Finances réunie le 24 février 2025, le résultat de fonctionnement 2024 doit être affecté au Budget Primitif 2025.

RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024

	Section Fonctionnement
Dépenses	35,55 €
Recettes	1 299,28 €
Résultat de l'exercice 2024	1 263,73 €
Excédent de fonctionnement reporté 2023	1 845,76 €
RÉSULTAT DE CLOTURE 2024	3 109,49 €

Proposition d'affectation du RÉSULTAT au Budget Primitif 2025

Excédent fonct reporté Rec fonct BP 2025 / cpte 002	3 109,49 €
---	------------

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ▶ constate que le compte administratif 2024 présente un excédent cumulé de 3 109,49 € ;
- ▶ statue sur l'affectation du résultat de l'exercice 2024 ;
- ▶ décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Excédent de fonctionnement reporté (Recettes Fonctionnement au BP 2025 / cpte 002)	3 109,49 €
---	-------------------

Délibération n° **2025 – 14 - 03**

Reçu le 12/03/2025 – Préfecture d'Ille-et-Vilaine

MARCHÉ DE SERVICES "RESTAURATION SCOLAIRE - PRÉPARATION ET FOURNITURE DE REPAS ET DE GOÛTERS" : LANCEMENT DE LA CONSULTATION

Rapporteur : Bertrand GUITTON - Conseiller délégué à l'Enfance

Le marché de restauration scolaire avec la préparation et fourniture de repas et de goûters, actuellement réalisé par la société Armonys, va s'achever le 31 juillet 2025. Il est nécessaire de relancer un marché pour une période de deux années du 1^{er} août 2025 au 31 juillet 2027, renouvelable par tacite reconduction pour une année du 1^{er} août 2027 au 31 juillet 2028 sans que sa durée totale puisse excéder trois ans. Une convention a été passée avec la Maison de la Consommation et de l'Environnement afin que la commune soit accompagnée dans la rédaction puis l'analyse et le choix du prestataire qui sera retenu.

Ce marché sera dans la continuité de celui passé entre 2021 et 2025, à savoir que la base de la prestation des repas et des goûters sera en BIO (hors viande et poisson et le pain fourni par les boulangeries locales). Le nombre de composantes par repas sera similaire à ce qui est pratiqué aujourd'hui.

Ce marché respecte et va au-delà de la réglementation en vigueur, notamment la Loi EGALIM demandant depuis 2022 50 % de produits BIO, de qualité et durables.

La définition du marché dans le cahier des charges, les prestations, objet du marché, sont définies comme suit :

Il assure :

- l'approvisionnement en denrées ;
- l'entreposage des denrées dans les resserres existantes ;
- la préparation des repas et des goûters ;
- diverses prestations précisées dans le CCTP (lavage de la vaisselle, nettoyage des locaux...), ainsi qu'une assurance dans des conditions précisées au CCAP.

Le titulaire est seul responsable de la gestion financière du service de la restauration de la collectivité, notamment vis-à-vis des fournisseurs et du personnel dudit service de restauration.

Spécificités

La prestation assurée par le titulaire du contrat revêt une réelle importance pour la commune de MONTGERMONT dans la mesure où :

- L'alimentation des enfants a une importance capitale sur leur santé, sur leur développement physique et intellectuel et sur leur acquisition d'habitudes alimentaires. Les effets néfastes des carences et du déséquilibre alimentaire sur la croissance sont bien connus.
- C'est par des aliments de bonne qualité que le repas de midi répondra aux besoins liés à la croissance.
- La prestation dont il est question doit nécessairement participer à l'éducation du goût des enfants.
- Une démarche d'approvisionnement de proximité significative et non marginale, de qualité, respectueuse de l'environnement, selon le principe d'une alimentation durable.
- Une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire

Par conséquent, les enjeux que représente la fourniture de repas aux scolaires, à l'accueil de loisirs, mais aussi aux adultes, induisent un certain nombre d'obligations de la part du prestataire quant à la qualité sanitaire, nutritionnelle, organoleptique et environnementale des mets servis.

Aussi, le prestataire de service veillera à assurer ses fonctions dans une logique de développement durable, où la promotion des circuits courts est privilégiée.

Ce marché recouvre la production d'environ 53 000 repas à l'année pour les scolaires, le centre de loisirs et les adultes amenés à déjeuner à la cantine. Il recouvre également environ 14 000 goûters. Le montant moyen annuel payé actuellement à Armonys Restauration s'élève à environ 210 000 € HT.

Le cahier des charges insiste sur l'approvisionnement en filière courte.

Le choix du prestataire s'effectuera à partir des critères suivants :

1- VALEUR TECHNIQUE : 60 points

- Qualité de la prestation proposée : 40 points
 - Qualité et traçabilité des produits : 15 points
 - Variété des produits proposés : 10 points
 - Equilibre alimentaire : 10 points
 - Document de suivi de la prestation : 5 points
- Critères environnementaux : 20 points
 - Logistique et caractère durable de l'approvisionnement : 10 points
 - L'impact environnemental des produits : 5 points
 - La pertinence du dispositif proposé en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire : 5 points

2- VALEUR FINANCIÈRE : 40 points

- En lien avec le DQE complété pour la durée maximale du marché

Le marché va être publié courant mars durant un mois environ. L'analyse et la négociation se déroulera durant un mois en mai avec une Commission d'Appel d'Offres fin mai et une décision du Conseil Municipal en juin 2025.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de lancer une consultation pour ce marché de services sous forme de procédure adaptée (article L. 2123-1 R. 2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique).

Le coût prévisionnel est estimé à 210 000 € HT annuel, soit 630 000 € HT sur la durée maximale du marché (3 ans).

- Vu l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que la délibération du Conseil Municipal chargeant le Maire de souscrire un marché déterminé peut être prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché. Elle comporte alors obligatoirement la définition de l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché ;
- Vu la délibération n° 28 / 2024 en date du 02 mai 2024 donnant délégations du Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;
- Considérant la nécessité de délibérer afin de pouvoir lancer la consultation pour la réalisation des travaux ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ▶ autorise Monsieur le Maire à engager la procédure de consultation ;
- ▶ décide de recourir à la procédure adaptée en vertu des articles L.2113-15 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- ▶ précise que la signature du marché sera conditionnée par une nouvelle délibération, une fois connus l'identité de l'attributaire et le montant du marché.

Délibération n° **2025 – 15 - 03**

Reçu le 12/03/2025 – Préfecture d'Ille-et-Vilaine

RESSOURCHES HUMAINES CONVENTION DE PARTICIPATION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE RISQUE SANTÉ : LANCEMENT DE LA CONSULTATION

Rapporteur : Hervé LHERMITTE - Adjoint aux Ressources Humaines

Vu les articles L. 827-1 et suivants du Code Général de la Fonction Publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial du 29 janvier 2025, pris sur la base de l'article 4 du décret n° 2011-1474 précité,

Exposé :

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Le **risque santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Le **risque prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

Cette participation est obligatoire pour le risque Prévoyance depuis le 1^{er} janvier 2025 selon un minimum de 7 € brut mensuel, et pour le risque santé elle prendra effet au 1^{er} janvier 2026 selon un minimum de 15 € brut mensuel. Ces montants pourraient être revus selon la clause de revoyure prévue à l'article 8 du décret n° 2022-581 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet 2023 relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale.

La participation peut être accordée pour l'un ou l'autre des risques Santé ou Prévoyance, ou pour les deux. L'employeur peut opter, pour chacun des risques :

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

- soit pour la **labellisation**. Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à l'un des produits labellisés, parmi ceux mentionnés sur la liste publiée sur le site internet du ministère chargé des collectivités territoriales,
- soit pour la **convention de participation**, associée à un contrat collectif d'assurance, conclue à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence spécifique (définie par le décret précité et non soumis à la réglementation relative aux marchés publics), avec un organisme d'assurance bénéficiant de la qualité de mutuelle ou d'union de mutuelles, d'institution de prévoyance ou de société d'assurance. Cette consultation est réalisée :
 - soit par l'employeur,
 - soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

Monsieur le Maire propose que la commune de MONTGERMONT procède à la mise en place d'un régime collectif sur la base d'une convention de participation conclue à l'issue d'un appel à concurrence réglementé par le décret n° 2011-1474 précité, à effet au **1^{er} janvier 2026** :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- ▶ de retenir la procédure de la convention de participation, avec son contrat d'assurance collective à adhésion facultative des agents, selon la procédure d'appel à concurrence organisée par le Centre de Gestion départemental de la Fonction Publique Territoriale ;
- ▶ d'accorder une participation aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public et de droit privé dans l'effectif qui adhéreront au contrat collectif d'assurance conclu à l'issue de la procédure d'appel à la concurrence ;
- ▶ de fixer le niveau de participation comme suit :
 - versement d'un montant forfaitaire mensuel brut de 15 € minimum par agent à compter du 1^{er} janvier 2026, le montant de cette participation pourra être revu en fonction du résultat de l'appel à concurrence ;
- ▶ d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer tout acte en découlant, et notamment le lancement de la consultation par appel public à concurrence prévu selon les termes de l'article 15 du décret n° 2011-1474.

Le Maire Laurent PRIZÉ	Le secrétaire de séance Sylvain ROBERT
---	---